

IV
1939

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

Loi relative à la Réforme des Etats, 1939.

(Enregistré sur les Records de l'Ile de Guernesey le
8 juillet 1939.)



IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" LTD.,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE.

1937.

ORDRE EN CONSEIL.



A LA COUR ROYALE DE L'ILE DE GUERNESEY.

Le huit juillet mil neuf cent trente-neuf, par-devant Victor Gosselin Carey, écuyer, Baillif; présents: Jean Allès Simon, John Roussel, Osmond Priaulx Gallienne, Arthur Dorey, Jean Nicolas Robin, Cyril de Putron, Aylmer Mackworth Drake, John Leale, écuyers, Messire Abraham James Lainé, K.C.I.E., et Dan Alfred Aubert, écuyer, Jurés.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 23 juin 1939, ratifiant un projet de loi intitulé "Loi relative à la Réforme des Etats, 1939". La Cour, après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, a ordonné que le dit Ordre en Conseil sera enregistré sur les Records de cette Ile, duquel Ordre la teneur suit: —

At the Court at Buckingham Palace,

The 23rd day of June, 1939.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT

MR. R. B. BENNETT

MARQUESS OF LONDONDERRY

MR. ERNEST BROWN

MR. STUART

MR. RAMSBOTHAM

Whereas there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 13th day of June, 1939, in the words following viz.: —

LE 8 JUILLET 1939.

“Your Majesty having been pleased by Your General Order of Reference of the 18th day of December, 1936, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth:—

‘1. That on the 4th day of February, 1939, the Royal Court, in pursuance of the resolutions of the States of the 21st day of December, 1938, adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi relative à la Réforme des Etats, 1939,*” and requested the Bailiff to submit the same to the States of Deliberation for their approval: 2. That, in accordance with the provisions of Article XV of the “*Loi Supplémentaire à la Loi relative à la Réforme des Etats de Délibération*” registered on the Records of this Island the 30th day of October, 1920, the said Bill or *Projet de Loi* has been submitted to the States at three consecutive meetings held on the 22nd day of March, 1939, 21st day of April, 1939, and 12th day of May, 1939, respectively, at each of which meetings the said Bill or *Projet de Loi* was approved and at the last of which meetings the Bailiff was authorized to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto: 3. That the said Bill or *Projet de Loi* is in the words and figures set forth in the Schedule annexed to the Petition and most humbly praying that Your Majesty might be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* of the States of Guernsey intituled “*Loi relative à la Réforme des Etats, 1939,*” and to order and direct that the same should have the force of Law within the Island of Guernsey.’

“The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have taken the said Petition and the said

Projet de Loi into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said Projet de Loi."

His Majesty having taken the said report into consideration is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

RUPERT B. HOWORTH.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order
in Council.

PROJET DE LOI

INTITULÉ

“LOI RELATIVE À LA RÉFORME DES ÉTATS, 1939.”

VU les Délibérations des Etats du 21 décembre,
1938:

LES ETATS ayant approuvé à trois séances consécutives les dispositions suivantes, telles dispositions auront, moyennant la Sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, force de Loi en Ile de Guernesey.

A.—Les Articles II et III de la Loi supplémentaire à la Loi relative à la Réforme des Etats de Délibération enregistrée sur les Records de cette Ile le 30 octobre, 1920, ci-après désignée “la Loi de 1920” demeureront rappelés et y seront substitués les Articles numérotés II et III qui ensuivent, lesquels seront censés dorénavant former partie de la Loi de 1920.

ARTICLE II.

ÉLIGIBILITÉ À LA CHARGE DE MEMBRE DES ÉTATS.

(1) Les qualifications à la charge de Membre des Etats de Délibération autre que la charge de Député du Peuple continueront à être réglées par les lois présentement en force.

(2) Sera éligible à la charge de Député du Peuple toute personne, soit homme ou femme, qui—

(a) aura résidé dans le pays pour au moins trois années: et

- (b) ayant le droit d'avoir son nom inscrit sur le registre des Electeurs pour l'élection de Députés du Peuple, a son nom y inscrit."

"

ARTICLE III.

LA FRANCHISE.

Toute personne, soit homme ou femme, d'âge majeur aura le droit de demander l'inscription de son nom sur le Registre des Electeurs pour l'élection de Députés du Peuple pourvu que telle personne—

- (a) soit Sujet Britannique; et
- (b) ait résidé douze mois dans l'Ile ou soit contribuable à la Taxe sur les Occupants d'une paroisse en cette Ile; et
- (c) ne soit sujette à aucune interdiction légale."

B.—Les Sections 2 et 4 de l'Article XII de la Loi de 1920 (tel Article ayant été incorporé dans la Loi de 1920 aux fins de la Loi Supplémentaire relative à la Réforme des Etats (No. 2), 1938) demeureront rappelées et y seront substituées respectivement les Sections numérotées 2 et 4 qui ensuivent, lesquelles Sections seront censées dorénavant être incorporées dans le dit Article XII.

ARTICLE XII.

* * * * *

"2. (1) Les Connétables de chaque paroisse feront aussi inscrire sur tel registre les noms, prénoms et adresse postale de toute autre personne, soit homme ou femme, qui aura fait parvenir aux Connétables de telle paroisse sa demande, dûment complétée, d'être inscrite sur tel registre et qui—

- (a) a les qualifications énoncées dans les alinéas (a), (b) et (d) de la Section précédente de cet Article; et

*

(b) (i) est contribuable à la Taxe sur les Occupants de telle paroisse; ou

(ii) ait résidé douze mois dans l'Ile et, à la date de telle demande, réside dans telle paroisse.

(2) L'expression 'ait résidé douze mois dans l'Ile' paraissant dans la sous-section précédente aura la signification accordée aux fins de l'Article XIII de cette Loi à telle expression paraissant dans l'alinéa (b) de l'Article III de cette Loi.

* * * * *

4. (1) Toute personne, dont le nom n'est pas inscrit d'office sur le registre d'une paroisse où elle a le droit d'en demander l'inscription et qui demande l'inscription de son nom sur tel registre devra se procurer une forme de demande des Connétables de telle paroisse et, l'ayant complétée, devra la faire parvenir aux dits Connétables.

(2) La forme de demande est celle spécifiée dans la Cédule à cette Loi.

(3) Toute personne faisant une fausse déclaration dans une forme de demande d'être inscrite sur un registre sera coupable d'une offense et sera passible d'une amende qui n'excèdera pas £20 sterling."

* * * * *

C.—Les dispositions suivantes seront incorporées dans l'Article XIII de la Loi de 1920—

" Pour les besoins de cette Loi, lorsque deux ou plusieurs personnes (y inclus mari et femme) sont conjointement redevables à la Taxe sur les Occupants à titre de co-occupants ou de copropriétaires de prémisses quelconques, chacun de telles personnes sera censée être un contribuable à la Taxe sur les Occupants en ce qui concerne telles prémisses:

Pourvu—

- (a) qu'un mari ou une femme qui occupe des prémisses quelconques conjointement avec sa femme ou son mari en vertu seulement des droits à cet effet qui lui compétent en sa qualité de mari ou de femme ne sera pas censé être un contribuable à la Taxe sur les Occupants en ce qui concerne telles prémisses: et
- (b) que nulle obligation n'incombera aux Connétables d'une paroisse en vertu de cette Loi de faire aucune inscription sur le registre de telle paroisse en ce qui concerne une personne qui est co-occupant ou co-propriétaire de prémisses, en vertu de la qualification prétendue de telle personne d'être par ce fait contribuable à la Taxe sur les Occupants de telle paroisse à moins que tels Connétables n'aient reçu preuve à leur satisfaction raisonnable de l'existence du droit de co-occupation ou de co-propriété sur lequel la qualification de contribuable à la Taxe sur les Occupants en ce qui concerne telle personne est basée."

A. J. ROUSSEL,

Greffier du Roi.

TRANSLATION.

LAW RELATING TO THE REFORM OF THE STATES, 1939.

In pursuance of the resolutions of the States of the 21st December, 1938 :

THE STATES having, at three consecutive

meetings, approved the following provisions, such provisions shall, subject to the Sanction of His Most Excellent Majesty in Council, have the force of law in the Island of Guernsey.

A.—Articles II. and III. of the Law supplementary to the Law relating to the Reform of the States of Deliberation registered on the Records of this Island on the 30th October, 1920 (hereinafter called “the Law of 1920”) shall stand repealed and for them shall be substituted the following Articles numbered II. and III., which shall hereafter be deemed to form part of the Law of 1920.

“

ARTICLE II.

ELIGIBILITY FOR THE OFFICE OF MEMBER OF THE STATES.

(1) The qualifications for the office of Member of the States of Deliberation, other than the office of Deputy of the People, shall continue to be regulated by the laws at present in force.

(2) Any person, whether a man or a woman, shall be eligible for the office of Deputy of the People, if such person—

(a) has resided in the country for at least three years; and

(b) having the right to have his or her name entered in the Register of Electors for the Election of Deputies of the People, has his or her name entered therein.”

“

ARTICLE III.

THE FRANCHISE

Any person, whether a man or a woman, of full age, shall have the right to claim the entry of his or her name in the Register of Electors for the Election of Deputies of the People, provided that such person—

- (a) is a British subject ; and
- (b) has resided for twelve months in the Island or is a "contribuable" to the Occupiers' Rate in a parish in this Island; and
- (c) is not subject to any legal disability."

B.—Sections 2 and 4 of Article XII. of the Law of 1920 (such Article having been incorporated in the Law of 1920 in pursuance of the Supplementary Law relating to the Reform of the States (No. 2), 1938) shall stand repealed and for them shall be substituted respectively the following Sections numbered 2 and 4, which shall hereafter be deemed to be incorporated in the said Article XII.

ARTICLE XII.

* * * * *

"2. (1) The Constables of every parish shall also cause to be entered in such Register the name, Christian names and postal address of every other person, whether a man or a woman, who has had delivered to the Constables of such parish his or her claim, duly completed, to be entered in such Register and who—

- (a) has the qualifications stated in paragraphs (a), (b) and (d) of the preceding section of this Article ; and
- (b) (i) is a "contribuable" to the Occupiers' Rate in such parish ; or
- (ii) has resided for twelve months in the Island and, at the date of such claim, resides in such parish.

(2) The expression 'has resided for twelve months in the Island,' which appears in the preceding sub-section shall have the meaning assigned in pursuance of Article XIII. of this Law to such expression where it appears in paragraph (b) of Article III. of this Law.

* * * * *

4. (1) Any person, whose name is not entered as of course in the Register of a parish in whose Register that person has the right to claim its entry, and who claims the entry of his or her name in such Register, shall obtain a Form of Claim from the Constables of such parish and, having completed the same, shall have it delivered to the said Constables.

(2) The Form of Claim is that specified in the Schedule to this Law.

(3) Any person making a false declaration in a Form of Claim to be entered in a Register shall be guilty of an offence and shall be liable to a fine not exceeding £20 sterling."

* * * * *

C.—The following provisions shall be incorporated in Article XIII. of the Law of 1920—

"For the purposes of this Law, when two or more persons (a husband and wife being included in this expression) are jointly liable to the Occupiers' Rate as co-occupiers or co-owners of any premises, each of such persons shall be deemed to be a "contribuable" to the Occupiers' Rate so far as regards such premises :
Provided—

- (a) that a husband or wife who occupies any premises jointly with his wife or her husband solely in virtue of rights to that effect which belong to him or her in his or her capacity of husband or wife shall not be deemed to be a "contribuable" to the Occupiers' Rate so far as regards such premises ; and
- (b) that no duty shall rest upon the Constables of a parish by reason of this Law to make any entry in the Register of such parish, as regards a person who is a co-occupier or co-owner of premises, in

virtue of the qualification put forward by such person as being, by that fact, a "contributable" to the Occupiers' Rate of such parish, unless such Constables have received proof, to their reasonable satisfaction, of the existence of the right of co-occupancy or co-ownership on which the qualification as being a "contributable" to the Occupiers' Rate in respect of that person is based."